

~~S^{TE} MOINE et C^{ie}~~

S^{TE} GENERALE DE MATERIAUX (SOGENAT)

3.13.14/11 7 ex

MONTLUCON, le

16 NOV. 1968

6^e Arrondissement VB

Études Voies

Ligne de BOURGES-MONTLUCON

(Voie mère des Usines)

Care de MONTLUCON-EAU

E.P. concédé à SOGEMAT

D. 52

Monsieur le CHEF de la
SUBDIVISION de la COMPTABILITE VB.
(2 ex)

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joints, 3 exemplaires du traité en date du 1.11.1968 passé avec la Société Générale de Matériaux (S.O.G.E.M.A.T.) pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier visé en marge.

LE CHEF DU 6^e ARROND^e V.B.

Signé : MÉTIVET

Copie à :

- Monsieur le CHEF de la 2^eme SECTION (2 ex)

avec 2 ex. du traité.

Copie à : C.

avec 1 ex. du traité.

MONTLUCON, le 16 NOV 1968

/ L'INGENIEUR PRINCIPAL
Chef du 6^e Arrond^e V.B.
Signé : MÉTIVET

C
SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS-----
Région du SUD-OUEST
-----Hare de MONTLUCON-EAU
(voie-mère des embranchements)TRAITE d'EMBRANCHEMENT PARTICULIER

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88 rue Saint-Lazare, représentée par M. DUBOIS, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société,

d'une part,

Et la Société Générale de Matériaux (SOGEMAT) dont le siège est à MONTLUCON (03), 2 rue de Blanzat, représentée par M. Jean CHEVRIER, Président Directeur Général agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 27 Mars 1968

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

La Société Générale de Matériaux (SOGEMAT) désirant mettre un dépôt de tuiles qu'elle possède sur le territoire de la Commune de MONTLUCON, en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S.N.C.F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'établissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers (C.C.E.)" édition du 1er Novembre 1966 dont la Société Générale de Matériaux (SOGEMAT) reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles l'intéressée déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1 et 4 du C.C.E.

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 10 du C.C.E.-

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement, immédiatement après la barrière (voir plan).

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

ARTICLE 12 du C.C.E.-

Le coefficient applicable à l'embranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à SIX CENT CINQUANTE Points (650).

Catégorie de l'embranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Arrêté Ministériel du 6 Septembre 1966 : II a.

.../...

ARTICLE 13 du C.C.E. -

Pour la taxation des marchandises, l'embranchement est relié à la voie-mère desservie par la gare de MONTLUCON-EAU.

Complément à l'article 13 du C.C.E. -

Si l'embranché a créé des installations de transvasement ou de transbordement de produits qui, quel que soit leur état physique, sont inflammables ou susceptibles de le devenir, de même s'il envisage de créer de telles installations ou de modifier les installations existantes, en vue d'expédier ou de recevoir de tels produits, il doit en aviser la S.N.C.F., laquelle lui prescrira les mesures de sécurité à réaliser sur l'embranchement. Ces mesures seront portées à sa connaissance dans une consigne particulière.

Le présent traité, qui annule et remplace le traité du 16 Mai 1953 et son Avenant n° 1 du 1er Février 1955 passés avec la Société MOINE et Cie, entrera en vigueur à la date de sa signature.

Fait en double à MONTLUCON, le Premier Novembre Mil Neuf Cent Soixante Huit.

LE REPRESENTANT de la S.N.C.F.,

Signé : GRANVILLE.

Signé : CHEVRIER

MONTLUCON, le 2 Mars 1955

6ème Arrondissement V.B.

MONTLUCON

Voie mère des embranchements

Embranchement Sté MOINE et Cie

V

Le Chef du 6ème Arrondissement
de la Voie et des Bâtiments
à MONTLUCON

à Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse, ci-joint, 3 exemplaires de l'Avenant n°1 du traité type C.C.E. en date du 16 Mai 1953 passé avec la Société MOINE et Cie pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé en gare de MONTLUCON sur la voie mère des embranchements.

Le Chef du 6ème Arrondissement V.B.

Signé: ALAUZET

COPIE à 2^{es} Section (2ex.) avec 2 ex. de l'Avenant n°1.

- C avec 1 ex. de l'Avenant n°1.

2/3/55

Le Chef du 6e Arrondissement V.B.

Signé: ALAUZET

SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

Région du SUD-OUEST

Ligne de BOURGES à MONTLUCON

Gare de MONTLUCON-EAU

(voie mère des Embranchements)

Embranchement particulier du dépôt de tuiles de la "Société MOINE et Cie"

AVENANT n° 1 au TRAITE du 16 MAI 1953

-----ooOoo-----

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GIRETTE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND, Directeur Général de la dite Société;

d'une part;

et la Société MOINE et Cie dont le siège est à MONTLUCON, représentée par M. Henry MOINE, Directeur Général, agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 12 janvier 1953;

d'autre part;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du seize mai mil neuf cent cinquante trois, la Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) a réglé, avec la "Société MOINE et Cie" les conditions d'entretien, d'exploitation et de modification éventuelle d'un embranchement particulier relié à la voie mère des embranchements rattachée à la gare de Montluçon-Eau et desservant un dépôt de tuiles.

La S.N.C.F. n'effectuant journellement qu'une seule desserte régulière de cet embranchement, les parties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions de l'article 2 du traité sus-rappelé et les remplacer par les suivantes :

ARTICLE 2 (nouveau) - (Application de l'Article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une seule fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement, immédiatement après la barrière (voir plan).

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

.....

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du seize mai mil neuf cent cinquante trois.

Fait double à PARIS, le premier février, mil neuf cent cinquante cinq.

P. le DIRECTEUR de la Région du SUD-OUEST
et par délégation,
L'INGENIEUR, Chef du 6^e Arrondissement de
l'Exploitation,
de TESSIERES

Lu et approuvé,

MOINE

PM
6° Arrondissement VB
MONTLUÇON

Montluçon
Voie-mère des Usines

Embrt. Sté MOINE et Cie

V

Montluçon, le 15 Juillet 1953

Le Chef du 6° Arrondissement VB

229
à Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 Mai 1947, je vous adresse ci-joint, accompagnés d'un plan, 3 exemplaires du traité type C.C.E. en date du 16 Mai 1953 passé avec la Sté MOINE et Cie (successeur de MM. PERRUSSON et DESFONTAINE) pour régler les conditions d'exploitation de l'embranchement particulier qui lui a été concédé en gare de Montluçon (voie-mère des Usines) de la ligne de Bourges à Montluçon.

Ce traité annule et remplace à compter du 16 mai 1953 le traité du 1er mai 1944.

Le Chef du 6° Arrondissement VB.,

Signé: ALAUZET

Copie transmise à Monsieur le Chef de la 2° Section
(2ex)
avec 2 ex. du traité du 16 Mai 1953.

Le Chef du 6° Arrondissement VB.,

Signé: ALAUZET

Copie à C avec 1 ex. du traité du 16 Mai 1953.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

REGION DU SUD-OUEST

Ligne de BOURGES à MONTLUÇON

Gare de MONTLUÇON-EAU
(voie mère des Embranchements)

Embranchement particulier du dépôt de tuiles
de la " Société MOINE et Cie "

T R A I T E

Entre:

La Société Nationale des Chemins de fer français
(S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-
Lazare, représentée par M. GIRETTE, Directeur de la Région
du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND,
Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société MOINE et Cie dont le siège est à
MONTLUÇON représentée par M. Henry MOINE Directeur
Général agissant au nom et pour le compte de cette
Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spéciale-
ment conférés aux termes de la délibération du Conseil
d'Administration du 12 Janvier 1953,

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

La " Société MOINE et Cie " possède, sur le territoire de la
Commune de MONTLUÇON (Allier), un dépôt de tuiles qu'elle désire
maintenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranche-
ment particulier déjà établi et relié à la voie mère des embranchements
rattachée à la gare de MONTLUÇON-EAU.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent et
les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la
modification éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions
stipulées dans le " Cahier des Conditions d'Etablissement, d'Entretien
et d'Exploitation des Embranchements particuliers " (C.C.E.), édition
du 18 Septembre 1950, enregistré à la même date à PARIS, 1er S.S.P.
n° 269, dont la " Société MOINE et Cie " reconnaît avoir reçu un
exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme il est
dit ci-après et auxquelles la dite Société déclare, par les présentes,
se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er - (Application de l'article 1er du C.C.E.)

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent
traité.

ARTICLE 2 - (Application de l'article 4 du C.C.E.)

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux
fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de
l'embranchement, immédiatement après la barrière (voir plan).

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3 - (Application de l'article 8 du C.C.E.)

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements reliés par une voie mère d'embranchements à une station de la ligne principale.

Cet embranchement est relié à la voie mère d'embranchements rattachée à la gare de MONTLUÇON-EAU.

ARTICLE 4 - (application de l'article 9 du C.C.E.)

§ II A { Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses
 { d'entretien et de renouvellement des installations
 { de la lère partie:
 (DIX HUIT MILLE NEUF CENT TRENTE CINQ Francs 18.935F

§ III { Taux de base du calcul des prestations:
 { (dessertes autres que les dessertes régulières)
 { - prix de l'heure d'une machine de manoeuvres
 { avec { 2 agents Traction 2.851F
 { 1 agent Traction 2.566F
 { - prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation: 285F

ARTICLE 5 - Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile savoir:

- La Société Nationale des Chemins de fer français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare à PARIS;
 - et la "Société MOINE et Cie " à son siège social à MONTLUÇON.
- auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à PARIS, le Seize Mai mil neuf cent cinquante trois.

P. Le Directeur de la Région
du Sud-Ouest
et par Délégation

Le Chef du 6e Arrondissement de l'Exploitation

CONTE

Lu et Approuvé,
MOINE

R.R.

Région du Sud-Ouest
Voie et Bâtiments
Subdivision de la
Comptabilité 221
D.52

PARIS, le 13 Septembre 1944

229

6.380

AR. 22.951 - V

Monsieur le Chef du 6^e Arrondissement,

Ci-joint quatre exemplaires du traité
type C.C.E. en date du 1^{er} Mai dernier, passé
avec la Société des Grandes Tuileries
PERRUSSON et DESFONTAINES pour régler les
nouvelles conditions d'exploitation de son
embranchement particulier de MONTLUÇON-BAU

Ce traité annule et remplace, à compter
du 1^{er} Mai dernier, celui du 11 Novembre 1913.

P. le Chef du Service de la Voie
et des Bâtiments
signé : BLONDEL

COPIE à Monsieur le Chef de la 2^e Section
à Monsieur le Chef de Bureau
(Comptabilité)

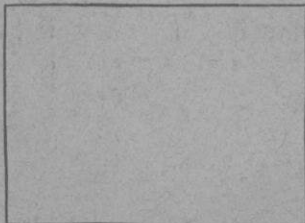
Avec 1 ex. du traité sus-visé.

21 Septembre 1944 Le Chef du 6^e Arrondissement

Chamery

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

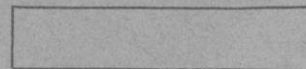
Timbre à date de la gare



Région

N° de Code

Mois d 19



PIÈCES COMPTABLES

(DÉTAIL, RECETTES SUPPLÉMENTAIRES MARCHANDISES, ENCAISSEMENTS DIVERS-RECETTES
DIVERSES A LIQUIDER, RÉSEAUX SECONDAIRES)

à adresser au

CONTROLE DES RECETTES

7, rue de CHATEAU-LANDON - PARIS (10^e)

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

Ligne de Bourges à Montluçon

Gare de Montluçon-Ville d'Eau

Embranchement particulier du Dépôt de tuiles
de la Société des Grandes Tuileries
PERRUSSON et DESFONTAINES.

TRAITE

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer
Français, dont le siège est à Paris, 88, rue
St-Lazare, représentée par M. DUMAS, Directeur
de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation
de M. R. LE BESNERAIS, Directeur Général
de la dite Société,

d'une part ;

Et la Société des Grandes Tuileries PERRUSSON et DESFONTAINES
dont le siège est à Ecuisses (Saône-et-Loire) représentée par M. PERRUSSON
André, Président de la dite Société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui
ont été spécialement conférés, aux termes de la délibération du Conseil
d'Administration du 19 janvier 1944

d'autre part.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

La Société des Grandes Tuileries PERRUSSON et DESFONTAINES
possède sur le territoire de la commune de Montluçon (Allier) un dépôt de
tuiles qu'elle désire maintenir en communication avec la voie de fer au
moyen d'un embranchement particulier déjà établi.

La Société Nationale des Chemins de fer Français y consent et
les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la modification
éventuelle du dit embranchement aient lieu aux conditions stipu-
lées dans le "Cahier des Conditions d'établissement, d'entretien et d'ex-
ploitation des embranchements particuliers (C.C.E.), enregistré à Paris,
1er S.S.F. le 19 février 1940 n° 238 dont la Société des Grandes Tuileries
PERRUSSON et DESFONTAINES reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions
qui sont complétées ou modifiées comme il est dit ci-après et auxquelles
la dite Société déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction
ni réserve.

ARTICLE 1er. - (application de l'article 1er du C.C.E.).

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent traité.

ARTICLE 2.- (application de l'article 4 du C.C.E.). La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement que deux fois par jour.

Les wagons seront livrés et repris sur la deuxième partie de l'embranchement immédiatement après la barrière.

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3.- (application de l'article 8 du C.C.E.).

L'embranchement est relié à la voie mère des embranchements, desservie par la gare de Montluçon-Eau. La distance qui sépare cette gare du point de raccordement de l'embranchement à la voie mère est de deux kilomètres (2 km).

Les expéditions, en provenance ou à destination de l'embranchement, seront taxées, pour leur transport par chemin de fer, conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements reliés par une voie mère à une station de la ligne principale.

La longueur de l'embranchement pour l'application des tarifs est de 1 km.

ARTICLE 4.- (application de l'article 9 du C.C.E.)

§ II A - Redevance forfaitaire annuelle concernant les installations de la première partie : mille six cents francs (1.600 frs).

ARTICLE 5.- (complément à l'article 12 du C.C.E.)

Indépendamment des clauses particulières de révision incluses dans l'article 12 du C.C.E., la S.N.C.F. et l'embranché auront la faculté de réviser, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée, les conditions du présent traité à l'expiration de périodes quinquennales successives comptées à partir de la date de sa signature.

ARTICLE 6.- Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de fer Français à son siège social, 68 rue St-Lazare à Paris,
- et la Société des Grandes Tuileries PERRUSON et DESFONTAINES à son siège social à Ecuisses (Saône-et-Loire)

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à Paris le 1^{er} Mai
quarante quatre.

mil neuf cent

P. LE DIRECTEUR
DE LA REGION DU SUD-OUEST
et par délégation,
LE CHEF DU SERVICE DE L'EXPLOITATION,

Signé : GIRETTE

Lu et Approuvé
Signé : Perrusson